ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies de vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires économiques, le 5 août 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "tendant à faciliter le redressement des entreprises en difficulté", a donné le 12 août 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde vakantiekamers, de 5e augustus 1981 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "strekkende tot het vergemakkelijken van het herstel van ondernemingen in moeilijkheden", heeft de 12e augustus 1981 het volgend advies gegeven :

Suivant la lettre du 4 août 1981 du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires économiques, c'est par application de l'article 3, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et

> "Ten einde elk bevoegdheidsconflict tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten te voorkomen,"

que l'avant-projet est soumis à l'avis de la section de législation. Celle-ci a donc limité son examen à la question de la compétence du législateur national, auquel le Roi se propose de présenter un projet de loi conforme audit avant-projet.

+

Le projet tend, comme l'indique son intitulé, "à faciliter le redressement des entreprises en difficulté".

A cette fin, il instaure des procédures judiciaires qui permettent aux entreprises en difficulté d'obtenir du tribunal de commerce, sous certaines conditions :

1° la suspension des poursuites dont l'entreprise fait l'objet (chapitre II et, en particulier, article 8);

2° l'approbation d'un plan de redressement économique et financier dont le projet détermine le contenu, les modalités d'application et les conditions d'abrogation éventuelle (chapitre IV).

.../...

L'entreprise en difficulté peut aussi, sous certaines conditions, obtenir du tribunal de commerce ou se voir imposer par lui une gestion assistée, c'est-à-dire un déssaisissement partiel de la gestion de son patrimoine au profit d'un "commissaire à la gestion assistée". Celui-ci est chargé d'élaborer un plan de redressement définitif en cas de rejet du plan qu'elle a proposé (article 23, § 2). Il assure la gestion journalière de l'entreprise pendant la période d'exécution du plan (article 29, alinéa 1er). Son accord est nécessaire à la validité des actes qui ne relèvent pas de cette gestion journalière (article 29, alinéa 2). En cas d'urgence, il peut même, avec l'autorisation du juge délégué, prendre toutes mesures qui s'imposent en vue de suppléer aux carences des organes de l'entreprise (article 29, alinéa 3).

Le projet contient encore des dispositions de procédure judiciaire et extra-judiciaire (chapitres V et VI), ainsi que des dispositions (chapitre VII) modificatives et abrogatoires du Code judiciaire, du Code de commerce et de diverses lois particulières, la plus substantielle d'entre elles étant l'article 46 qui abroge l'article 439 du Code de commerce et les articles 593 à 614 formant le Titre IV du Livre III du Code de commerce relatif au sursis de paiement, auquel les mesures prévues par le projet se substituent manifestement.

Enfin, le chapitre VIII porte des dispositions pénales.

+

La seule disposition de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui pourrait faire douter que, par son objet, le projet relevât entièrement de la compétence du législateur national est l'article 6, § 1er, VI, 4°, b), de cette loi.

.../...

Suivant cette disposition :

"§ 1er. Les matières visées à l'article 107quater de la Constitution sont :

...

VI. En ce qui concerne la politique économique :

...

4° L'expansion économique régionale, dans le respect des règles et des procédures fixées par les traités instituant les Communautés européennes ou en vertu de ceux-ci, et sans préjudice du cadre normatif dans lequel s'exercent l'activité économique et la concurrence, notamment :

...

b) l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation, en ce compris les règles d'application relatives à la législation et à la réglementation de l'expansion économique régionale;

...".

Il est évident que des mesures qui, comme celles que le projet prévoit, sont destinées à éviter, autant que possible, la faillite à des entreprises, visent à apporter à celles-ci une aide, au sens général de ce terme, et à contribuer, plus généralement encore, en cas de réussite, à l'expansion économique des Régions où ces entreprises sont situées.

Il s'agit cependant de savoir de manière plus précise si le type d'aide que le projet organise entre dans les prévisions de l'article 6, § 1er, VI, 4°, b), précité.

.../...

Cette dernière disposition trouve son origine dans l'article 29, § 1er, 28°, et § 2, du projet de loi spéciale des Régions et des Communautés, dit projet n° 261 (1). Le Conseil d'Etat, section de législation, saisi d'une demande de rédaction des dispositions relatives aux compétences des Régions et des Communautés, avait proposé le texte suivant en ce qui concerne l'expansion économique :

"§ 2. Les régions sont compétentes pour l'expansion économique, dans le respect des règles et des procédures fixées par les traités instituant les Communautés européennes ou en vertu de ceux-ci et par la loi ou en vertu de celle-ci, notamment pour :

1° la promotion industrielle;

2° l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation, en ce compris l'application des règles fixées par les autorités nationales en exécution de la loi. Toutefois ..." (suivaient quatre catégories d'exceptions sans intérêt pour la réponse à la présente question) (2).

Au texte ainsi proposé, le Gouvernement a substitué, dans ce qui était alors l'article 29, § 2, de son projet, un texte identique, pour l'essentiel, à l'article 6, § 1er, VI, 4°, b), de la loi spéciale.

Il s'en est expliqué comme suit dans l'exposé des motifs du projet n° 261 (3) :

.../...

- - - - - - - - - - - - - - -

(1) Sénat, S.E. 1979, doc. n° 261/1.

(2) Même document, annexe II, p. 29.

(3) Même document, p. 23, n° 28.

"En vertu du § 1er, 28°, et conformément au point 13, 8°, a, de l'accord de Gouvernement, les Régions sont compétentes pour l'expansion économique régionale, mais suivant les modalités fixées au § 2 de l'article 29.

Pour la raison évidente qu'il s'agit uniquement de l'expansion économique régionale, le mot "régionale" est ajouté au texte du § 1er, 28°, proposé par le Conseil d'Etat. Les mots "dans les limites" ont été aussi remplacés par les mots "suivant les modalités".

Pour la même raison, la phrase introductive du § 2, telle qu'elle a été proposée par le Conseil d'Etat, n'est pas reprise textuellement et on a suivi à ce sujet le raisonnement suivant : en matière d'expansion économique régionale, les Régions ont la compétence principale, sauf les limitations ou les exceptions à cette compétence principale qui sont expressément énumérées. C'est ainsi que les Régions sont compétentes pour les pouvoirs en matière d'expansion économique régionale énumérés au § 2, sauf les limitations ou les exceptions expressément formulées dans ce § 2.

Toutefois, il est évident que les Régions ne sont pas compétentes pour la politique nationale économique, conjoncturelle, industrielle, énergétique, agricole, la politique des prix et les conditions d'accès à la profession.

En outre, le Gouvernement assure le respect des traités instaurant les Communautés Européennes et des directives et recommandations émanant de celles-ci et maintient le cadre normatif dans lequel s'exercent l'activité économique et la concurrence".

Devant la Commission de la Revision de la Constitution et de la Réforme des institutions du Sénat, un amendement a été déposé, visant "à supprimer dans le texte initial du § 1er, 28°, le mot "régionale" afin de faire passer l'expérience (lire : l'expansion) économique ordinaire aux régions, à l'exception de la politique des prix et des conditions d'accès à la profession". L'amendement a été rejeté par 17 voix contre 1 et 2 abstentions (1

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Rapport fait au nom de la Commission par MM. COOREMAN et GOOSSENS, Sénat, S.E. 1979, doc. n° 261/2, p. 142.

Devant la Commission de la Chambre, lors de la discussion du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles (1), M. SCHILTZ a déposé un amendement tendant à supprimer, à l'article 6, § 1er, VI, 4°, b), le mot "régionale" à la première ligne et in fine. Il le justifiait en ces termes (2) :

> "Le mot "régionale" sème la confusion dans ce contexte et est en outre superflu.
>
> L'expansion économique constitue un tout indivisible et est évidemment localisée dans les régions".

L'amendement a été rejeté par 18 voix contre 1 et 2 abstentions, puis retiré par son auteur (3).

Deux conclusions ressortent de ces brefs extraits des travaux préparatoires du projet n° 261 et de la loi spéciale.

D'une part, en insérant et en maintenant l'adjectif "régionale", malgré son caractère apparemment tautologique, pour qualifier la matière de l'expansion économique confiée à la compétence des Régions, le législateur spécial a entendu marquer que le caractère général de cette compétence devrait être limité aux aspects régionaux de l'expansion économique, c'est-à-dire notamment aux cas où une politique d'expansion économique est concevable, compte tenu des moyens dont les Régions disposent pour mettre leurs compétences en oeuvre.

.../...

---

(1) Chambre, 1979-1980, doc. n° 627/1.

(2) Chambre, 1979-1980, doc. n° 627/5, I, p. 3, n° 12.

(3) Rapport de MM. le HARDY de BEAULIEU et DEGREVE, Chambre, 1979-1980, doc. n° 627/10, p. 95.

En d'autres termes, s'il est vrai que, dans le cas du "bloc de compétences" que constitue l'expansion économique, les exceptions à la compétence des Régions sont de stricte interprétation, c'est sous l'importante réserve qu'il s'agisse bien de l'expansion économique régionale (1).

D'autre part, pour reprendre les propres termes de l'exposé des motifs du projet n° 261, "il est évident que les Régions ne sont pas compétentes pour la politique nationale économique, conjoncturelle, industrielle, énergétique, agricole, la politique des prix et les conditions d'accès à la profession" et "le Gouvernement ... maintient le cadre normatif dans lequel s'exercent l'activité économique et la concurrence".

Il n'est pas douteux que le droit des faillites , des banqueroutes et des sursis, contenu au Livre III du Code de commerce, appartient à ce "cadre normatif dans lequel s'exercent l'activité économique et la concurrence".

Or c'est dans ce droit que les règles nouvelles du projet sont appelées à s'insérer, non seulement en se substituant à l'institution du sursis de paiement, comme on l'a relevé plus haut, mais en apportant à des règles de droit commun, civil et commercial, des dérogations plus importantes encore que celles qu'implique le sursis, notamment en faisant supporter, à titre définitif, le cas échéant, par des tiers - des créanciers, même privilégiés, de l'entreprise en difficulté, - une part importante des charges du redressement de cette entreprise.

.../...

(1) A titre d'exemples du contenu de cette compétence, l'exposé des motifs du projet n° 261 cite (p. 24).

"1° L'aide aux entreprises industrielles et de services en difficultés;

2° L'aide aux petites et moyennes entreprises industrielles et de services et l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation de l'expansion économique des petites et moyennes entreprises

3° L'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation concernant l'expansion économique régionale;

4° La réglementation en ce qui concerne l'octroi des avantages fiscaux".

Certes, les Communautés et les Régions disposent, en vertu de l'article 10 de la loi spéciale, de compétences, dites "implicites", dans les matières à l'égard desquelles elles ne disposent pas d'une compétence directe. Mais, comme on l'a montré, l'aide que le projet vise à apporter à certaines entreprises en difficulté est d'une nature telle - on pourrait la qualifier d'aide judiciaire - et elle est à ce point liée à la législation en matière de faillite et même de concurrence (1), qu'on ne peut considérer que les mesures de droit civil, de droit commercial et de droit judiciaire que le projet comporte presque exclusivement seraient l'accessoire indispensable de l'exercice d'une compétence des Régions.

En conclusion, l'ensemble du projet relève de la compétence du législateur national.

On ajoutera que cette compétence du législateur national par rapport à l'objet du projet n'est nullement inconciliable avec celle que donne aux Régions l'article 6, § 1er, VI, 4°, b, de la loi spéciale. Par exemple, et sans préjudice des autres formes d'aide que la Région pourrait organiser dans les limites de ses compétences, l'élément essentiel du plan de redressement élaboré par l'entreprise ou par le commissaire à la gestion assistée désigné par le tribunal de commerce, pourrait être une aide matérielle de la Région.

---

(1) On relèvera à cet égard le passage de l'exposé des motifs du projet, dans lequel le Gouvernement indique qu'il "s'est efforcé de concilier la nécessité de venir au secours des entreprises en difficulté avec le souci de réaliser cet objectif sans pénaliser les entreprises saines et bien gérées avec lesquelles elles sont en relations d'affaires" (p. 3).

Volgens de brief van 4 augustus 1981 van de Vice-Eerste Minister, Minister van Economische Zaken, wordt het advies van de afdeling wetgeving over het voorontwerp van wet gevraagd met toepassing van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en

> "Ten einde elk bevoegdheidsconflict tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten te voorkomen".

De afdeling wetgeving heeft er zich dan ook toe bepaald te onderzoeken of de nationale wetgever, bij wie de Koning een met het voorontwerp overeenstemmend wetsontwerp denkt in te dienen, terzake wel bevoegd is.

+

Zoals aangegeven is in het opschrift strekt het ontwerp "tot het vergemakkelijken van het herstel van ondernemingen in moeilijkheden".

Het voert daartoe een aantal gerechtelijke procedures in waarmee ondernemingen die in moeilijkheden verkeren onder bepaalde voorwaarden van de rechtbank van koophandel kunnen verkrijgen :

1° dat de tegen de onderneming ingestelde vervolging wordt opgeschort (hoofdstuk II, inzonderheid artikel 8);

2° dat een plan tot economisch en financieel herstel wordt goedgekeurd; het ontwerp bepaalt de inhoud van dat plan, de nadere regels voor de toepassing ervan en de voorwaarden waaronder het eventueel wordt opgeheven (hoofdstuk IV).

.../...

Een onderneming in moeilijkheden kan onder bepaalde voorwaarden ook van de rechtbank verkrijgen, of zich door de rechtbank de verplichting opgelegd zien, dat ze met bijstand wordt beheerd, dat wil zeggen dat het beheer van haar vermogen haar gedeeltelijk wordt onttrokken en in handen wordt gelegd van een "commissaris voor beheer met bijstand". Deze wordt bij verwerping van het door de onderneming voorgestelde plan belast met het uitwerken van een definitief herstelplan (artikel 23, § 2). Hij neemt tijdens de uitvoering van het plan het dagelijks bestuur van de onderneming waar (artikel 29, eerste lid). Voor de geldigheid van niet tot het dagelijks bestuur behorende handelingen is zijn instemming nodig (artikel 29, tweede lid). In geval van dringende noodzaak kan hij zelfs, met de toestemming van de gedelegeerde rechter, zodanige maatregelen treffen als vereist zijn om de tekortkomingen van de organen van de onderneming op te vangen (artikel 29, derde lid).

Het ontwerp bevat voorts een aantal gerechtelijke en buitengerechtelijke procedurevoorschriften (hoofdstukken V en VI) alsook een aantal bepalingen die wijziging of opheffing brengen in het Gerechtelijk Wetboek, in het Wetboek van Koophandel en in verschillende bijzondere wetten. De belangrijkste van die bepalingen is artikel 46, waarbij opgeheven worden artikel 439 van het Wetboek van Koophandel en de artikelen 593 tot 614, die in Boek III van dat Wetboek de Titel IV "Uitstel van betaling" vormen, welke titel kennelijk door de in het ontwerp bepaalde voorzieningen wordt vervangen.

In hoofdstuk VIII tenslotte staan strafbepalingen.

+

De enige bepaling van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen die eraan zou kunnen doen twijfelen dat het ontwerp, naar zijn onderwerp, wel geheel tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort, is artikel 6, § 1, VI, 4°, b) van die wet.

.../...

In die bepaling staat namelijk :

"§ 1. De aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet zijn :

...

VI. Wat het economisch beleid betreft :

...

4° De gewestelijke economische expansie, met inachtneming van de regels en de procedures vastgesteld door of krachtens de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen, en onverminderd het normatief kader waarbinnen de economische bedrijvigheid en de concurrentie worden uitgeoefend, met name :

...

b) de hulp aan ondernemingen of exploitatie-eenheden, met inbegrip van de regels voor toepassing van de wetgeving van de reglementering op de gewestelijke economische expansie;

...".

Het is duidelijk dat maatregelen welke er, zoals die van het ontwerp, op gericht zijn zoveel mogelijk bedrijfsfaillissementen te voorkomen, de betrokken ondernemingen een hulp in de algemene betekenis van het woord bedoelen te verlenen en, nog algemener, dat ze, als de opzet lukt, een bijdrage willen zijn tot de economische expansie van de Gewesten waar die ondernemingen zich bevinden.

De zaak is evenwel, nader te weten te komen of het soort van hulp als door het ontwerp wordt georganiseerd in de termen van het voornoemde artikel 6, § 1, VI, 4°, b) valt.

.../...

Die bepaling stamt uit artikel 29, § 1, 28° en § 2, van het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeenschapswet, het zogeheten ontwerp nr 261 (1). De Raad van State, afdeling wetgeving, door de Regering verzocht een tekst op te stellen voor de bepalingen betreffende de bevoegdheden van de Gewesten en de Gemeenschappen, had terzake van economische expansie de volgende redactie in overweging gegeven :

> "§ 2. De gewesten zijn bevoegd inzake economische expansie, met inachtneming van de regels en procedures die zijn vastgesteld door of krachtens de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen, en door of krachtens de wet, met name inzake :
>
> 1° nijverheidsbevordering;
>
> 2° hulp aan ondernemingen of exploitatie-eenheden, met inbegrip van de toepassing van de regels door de nationale overheid vastgesteld ter uitvoering van de wet. Echter ..." (er volgen dan vier catgeorieën van uitzonderingen die voor het beantwoorden van de thans aan de orde zijnde vraag niets ter zake doen) (2).

In plaats van de aldus voorgestelde tekst heeft de Regering in hetgeen toen artikel 29, § 2, van haar ontwerp was, een tekst opgenomen die in wezen dezelfde is als thans in artikel 6, § 1, VI, 4°, b) van de bijzondere wet staat.

Ze heeft dat in de memorie van toelichting bij het ontwerp nr 261 als volgt verantwoord (3) :

.../...

---

(1) Senaat, B.Z. 1979, gedr. st. nr 261/1.

(2) Zelfde stuk, bijlage II, blz. 29.

(3) Zelfde stuk, blz. 23, nr 28.

"Krachtens § 1, 28°, en in overeenstemming met punt 13, 8°, a, van het Regeerakkoord, zijn de Gewesten bevoegd voor de gewestelijke economische expansie, doch volgens de modaliteiten bepaald in § 2 van artikel 29.

Om de evidente reden dat het enkel om de gewestelijke economische expansie gaat, werd in het tekstvoorstel van de Raad van State aan § 1, 28°, het woord "gewestelijke" toegevoegd. Tevens werden de woorden "binnen de grenzen" vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten".

Om dezelfde reden werd de aanhef van § 2, zoals voorgesteld door de Raad van State, niet tekstueel overgenomen en wordt desbetreffende de volgende redenering gevolgd : inzake de gewestelijke economische expansie zijn de Gewesten principieel bevoegd, behoudens de uitdrukkelijk gestelde beperkingen of uitzonderingen op deze principiële bevoegdheid. Zo zijn de Gewesten bevoegd voor de onder § 2 opgesomde bevoegdheden inzake de gewestelijke economische expansie, behoudens de in deze § 2 uitdrukkelijk gestelde beperkingen of uitzonderingen.

Het spreekt echter vanzelf dat de Gewesten niet bevoegd zijn voor de nationale economische, conjuncturele, industriële, energie-, landbouw- en prijzenpolitiek, alsook voor de vestigingsvoorwaarden tot het beroep.

Daarenboven verzekert de Regering de eerbiediging van de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen en van de richtlijnen en aanbevelingen die ervan uitgaan en behoudt zij het normatief kader waarbinnen de economische bedrijvigheid en de concurrentie worden uitgeoefend".

In de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen werd een amendement ingediend dat ertoe strekte "in de oorspronkelijke tekst van § 1, 28°, het woord "gewestelijke" te doen vervallen ten einde de gewone economische expansie naar de gewesten te doen overgaan, met uitzondering van het prijsbeleid en de vestigingsvoorwaarden". Dat amendement werd verworpen met 17 stemmen tegen 1 bij 2 onthoudingen (1).

.../...

---

(1) Verslag namens de Commissie uitgebracht door de heren COOREMAN en GOOSSENS, Senaat, B.Z. 1979, Gedr. St. nr 261/2, blz. 142.

In de Kamercommissie diende de heer SCHILTZ bij de bespreking van het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen (1) een amendement in om in artikel 6, § 1, VI, 4°, b), het woord "gewestelijke" op de eerste regel en in fine te doen schrappen. Hij verantwoordde dat als volgt (2) :

> "Het woord gewestelijk is in dit verband verwarrend en overbodig.
>
> De economische expansie vormt een ondeelbaar geheel en situeert zich uiteraard in de gewesten".

Het amendement werd verworpen met 18 stemmen tegen 1 bij 2 onthoudingen; de indiener trok het daarna in (3).

Uit die korte aanhalingen uit de parlementaire voorbereiding van het ontwerp nr 261 en van de bijzondere wet vallen twee conclusies te trekken.

Eensdeels heeft de bijzondere wetgever, door het ogenschijnlijk tautologische adjectief "gewestelijke" toch in te voegen en te handhaven ter benoeming van de materie "aan de Gewesten opgedragen economische expansie", willen benadrukken dat het algemene van die bevoegdheid beperkt diende te blijven tot de gewestelijke facetten van de economische expansie, met andere woorden en met name tot die gevallen waarin een beleid van economische expansie denkbaar is, rekening houdend met de middelen waarover de Gewesten beschikken om hun bevoegdheid ook werkzaam te maken. Dat wil dan zeggen : in het geval van de economische expansie als "bevoegdhedenpakket" moeten de op de bevoegdheid van de Gewesten gestelde uitzonderingen

.../...

---

(1) Kamer, 1979-1980, Gedr. St. nr 627/1.

(2) Kamer, 1979-1980, Gedr. St. 627/5, I, blz. 3, nr 12.

(3) Verslag van de heren le HARDY de BEAULIEU en DEGREVE, Kamer, 1979-1980, Gedr. St. nr 627/10, blz. 95.

weliswaar strikt worden geïnterpreteerd, maar dan met dit belangrijke voorbehoud dat het wel degelijk om de gewestelijke economische expansie gaat (1).

Anderdeels is "het vanzelfsprekend", om het te zeggen met de bewoordingen zelf van de memorie van toelichting bij het ontwerp nr 261 "dat de Gewesten niet bevoegd zijn voor de nationale economische, conjuncturele, industriële, energie-, landbouw- en prijzenpolitiek, alsook voor de vestigingsvoorwaarden tot het beroep" en "... behoudt de Regering het normatief kader waarbinnen de economische bedrijvigheid en de concurrentie worden uitgeoefend".

Het faillissements-, bankroet- en surséancerecht, dat neergelegd is in Boek III van het Wetboek van Koophandel, behoort onbetwijfelbaar tot dat "normatieve kader waarbinnen de economische bedrijvigheid en de concurrentie worden uitgeoefend".

Nu is het precies in dat recht dat de nieuwe regels van het ontwerp zich gaan invoegen, niet alleen doordat ze, zoals hiervoren reeds is opgemerkt, in de plaats zullen komen van het instituut "uitstel van betaling" maar ook doordat ze in bepaalde gemeen-, civiel- en handelsrechtelijke regels nog veel belangrijker afwijkingen aanbrengen dat in uitstel van betaling besloten liggen, onder meer doordat derden - de schuldeisers, zelfs de bevoorrechte, van de in moeilijkheden verkerende onderneming - in voorkomend geval voorgoed een aanzien-

---

(1) Als voorbeelden qua inhoud van die bevoegdheid haalt de memorie van toelichting bij het ontwerp nr 261 aan (blz. 24) :
"1° De hulp aan in moeilijkheden verkerende industriële en dienstverlenende ondernemingen;
2° De hulp aan kleine en middelgrote industriële en dienstverlenende ondernemingen en het toekennen van de voordelen ter voldoening aan de wetgeving en de reglementering betreffende de economische expansie van de kleine en middelgrote ondernemingen;
3° Het toekennen van de voordelen toegestaan in uitvoering van de wetten en reglementen betreffende de gewestelijke economische expansie;
4° Het uitvaardigen van de reglementering betreffende de toekenning van fiscale voordelen".

lijk deel van de lasten voor het herstel van die onderneming zullen te dragen hebben.

Het is stellig zo dat de Gemeenschappen en de Gewesten ingevolge artikel 10 van de bijzondere wet, in de aangelegenheden waarover ze geen directe bevoegdheid hebben, over zogenaamde "implied powers" beschikken. De hulp die het ontwerp sommige in moeilijkheden verkerende ondernemingen beoogt te bieden is echter, zoals al is aangetoond, van zodanige aard - men zou ze "gerechtelijke hulp" kunnen noemen - en hangt zo nauw samen met het faillissements- en zelfs met het mededingingsrecht (1) dat de geplande civiel-, handels- en gerechtelijk rechtelijke regels, en het ontwerp bevat er vrijwel geen andere, niet geacht kunnen worden het onmisbare accessorium te zijn van de uitoefening van een gewestelijke bevoegdheid.

De conclusie is dat het ontwerp in zijn geheel tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort.

Daar moge aan toegevoegd worden dat die bevoegdheid van de nationale wetgever ten aanzien van het onderwerp van het ontwerp hoegenaamd niet onbestaanbaar is met de bevoegdheid die artikel 6, § 1, VI, 4°, b), van de bijzondere wet opdraagt aan de Gewesten. Zo zou het bijvoorbeeld, afgezien van andere vormen van hulp die het Gewest binnen de grenzen van zijn bevoegdheid zou vermogen te organiseren, kunnen zijn dat een materiële hulp van het Gewest het hoofdbestanddeel wordt van het herstelplan van de onderneming of van de door de rechtbank aangewezen commissaris voor beheer met bijstand.

---

(1) Men onthoude te dien aanzien de passus uit de memorie van toelichting waar de Regering verklaart "gepoogd te hebben de nood om de bedrijven in moeilijkheden te helpen te verzoenen met de wens om deze doelstelling te verwezenlijken zonder de gezonde en goed beheerde ondernemingen, waarmee ze commerciële betrekkingen onderhouden, te benadelen" (blz. 3).

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre, président,

P. VERMEULEN, présidents de chambre,
G. BAETEMAN,

J. LIGOT,
R. VAN AELST, conseillers d'Etat,
Gh. TACQ,

G. VAN HECKE, assesseurs de la
P. DE VISSCHER, section de législation,
F. RIGAUX, assessoren van de
F. DE KEMPENEER, afdeling wetgeving,

Mesdames : J. TRUYENS, greffiers.
Mevrouwen : G. VAN INGELGOM, griffiers.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. J. DE COENE et P. CHARLIER, auditeurs.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter, voorzitter

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. J. DE COENE en P. CHARLIER, auditeurs.